

COMMUNIQUE DE PRESSE - 7.11.2007

Rencontre entre M. Christoph Blocher, Conseiller fédéral, et une délégation de la Diaspora africaine en Suisse

Le lundi 5 novembre dernier, M. Christophe Blocher, Conseiller fédéral en charge du département de Justice et Police, a reçu une délégation composée d'une dizaine de représentants d'organisations de la Diaspora africaine en Suisse au Palais fédéral, à Berne.

En effet, c'est à la suite des propos insultants sur les Africains et l'Afrique, attribués à M. Blocher, par le journal *Le Matin Dimanche* du 15 octobre 2006, que la demande lui avait été adressée. Ces propos extrêmement graves avaient profondément offensé la dignité humaine des Africains et des personnes d'origine africaine vivant en Suisse et hors de Suisse. Ils ont également porté atteinte à l'honneur des Etats africains engagés avec la Suisse dans des liens de coopération.

M. Christoph Blocher en personne a accueilli la délégation, entouré de quatre de ses plus proches collaborateurs, les responsables de l'ODM (Office fédéral des Migrations) et de FedPol (Office fédéral de la Police).

Le Collectif des Organisations de la Diaspora Africaine en Suisse se félicite de l'accueil qui lui a été réservé par M. Christoph Blocher, une première dans les annales du Palais fédéral. Cette réunion de plus de trois heures, a été consacrée à un échange, en toute franchise, sur les problèmes que rencontrent les personnes d'origine africaine en Suisse.

La séance a été ouverte par des exposés des collaborateurs du Conseiller fédéral sur les questions de sécurité comme le trafic de drogues, la migration, la question des réfugiés, l'aide au retour des requérants d'asile déboutés et le terrorisme international.

La délégation du Collectif a d'abord adressé à M. Blocher un Mémoire exhaustif donnant un aperçu sur la migration d'origine africaine en Suisse et des problèmes qu'elle affronte, en lien notamment avec la question de la sécurité et de l'intégration. Une série de demandes très concrètes y étaient également formulées et pour lesquelles la délégation attend des réponses précises et explicites, une fois que le Conseiller fédéral aura pris connaissance du document.

Au cours de l'échange qui a suivi, M. Blocher a entrepris de répondre aux questions que les membres de la délégation ont soulevées dans leurs interventions. En particulier les questions portant sur les points suivants :

Propos désobligeants envers l'Afrique et les Africains, traités notamment de « paresseux » :

M. Blocher a nié avoir tenu ces propos et même y avoir pensé. De son point de vue, les Africains, loin d'être des paresseux, seraient plutôt des bourreaux du travail. Il a toutefois précisé que chaque peuple travaille à sa manière.

Contrôles au faciès et violences policières visant spécifiquement les Noirs :

M. Blocher a souligné plusieurs fois qu'il ne pouvait tolérer des tels agissements s'ils pouvaient s'avérer exacts. Il a encouragé la délégation à lui fournir des cas précis et bien étayés en vue de diligenter des enquêtes auprès des polices cantonales concernées. Les responsables de la FedPol présents ont été priés de suivre ces cas.

Multiplication de cas de violences racistes ou de morts suspectes d'Africains sommairement instruits et classés sans suite trop rapidement par des tribunaux cantonaux, comme à Genève :

M. Blocher a estimé intolérables des tels cas. Car, toute personne devrait bénéficier en Suisse de la même protection, sans discrimination, en particulier de la part des institutions. Il s'est engagé à se renseigner, si des cas précis pouvaient lui être soumis, par exemple celui de la mort suspecte de la jeune Guinéenne, récemment à Genève.

Affiches xénophobes et racistes de l'UDC pendant la campagne électorale :

M. Blocher n'y a vu aucune expression de xénophobie ou de racisme. Il a rappelé le but poursuivi par ces affiches : avoir plus de sécurité en se débarrassant des criminels étrangers représentés sur les affiches par un mouton noir qui, selon une expression suisse, signifie également la brebis galeuse au sein de la société. Il a toutefois éludé la question à savoir pourquoi les criminels suisses, également brebis galeuses dans la société, figuraient forcément sur les affiches parmi les moutons blancs plutôt.

Discrimination à l'emploi et chômage élevé des Noirs (selon les chiffres fournis par le responsable de l'ODM, alors que le taux d'activité est de 70% pour les Africains et 91,5% pour les Suisses, les taux du chômage ne sont plus dans la même proportion : 21% d'Africains sont chômeurs, contre 8% de l'ensemble des étrangers et 2,1% de Suisses) :

M. Blocher a admis que cette situation pouvait être due aux discriminations. Il n'en a pas moins insisté sur la nécessité de formation (notamment pour les jeunes immigrants) et d'apprentissage de la langue (en particulier pour les parents), à la fois comme facteur d'intégration et comme élément pouvant faciliter l'obtention d'un emploi.

Lutte discriminatoire contre le trafic de drogues. Cette lutte est très ferme contre les vendeurs africains, mais quasi inexistante contre les acheteurs consommateurs suisses, alors que la loi contre les stupéfiants (article 19) punit de la même manière vendeurs et consommateurs :

M. Blocher a mis en avant une dépénalisation dont jouiraient les consommateurs de drogue, sans différencier les drogues douces et dures (comme la cocaïne : trois villes suisses figurent parmi les Top 10 de la consommation mondiale).

Renforcement de la norme antiraciste (article 261 bis du Code pénal suisse) :

M. Blocher a affirmé son opposition à toute forme de racisme et de discrimination sur le territoire suisse et s'est engagé à ne jamais faire abroger l'art. 261 bis. Toutefois, le renforcement demandé par la délégation ne lui semble pas la meilleure façon de combattre le racisme. Car, à son avis, cet article a plutôt attisé le racisme en portant atteinte à la liberté d'expression et doit donc être réformé. A cet égard, il a réitéré ses critiques contre M. Doudou Diène, rapporteur spécial de l'ONU sur le racisme.

Minarets musulmans et tolérance religieuse :

M. Blocher s'est prononcé pour la tolérance religieuse. Il a toutefois indiqué qu'il comprenait les membres de l'UDC qui sont à l'origine de l'initiative contre les minarets, dans la mesure où ils y voient un symbole de pouvoir qui va s'ériger en Suisse.

Traitements humiliants, déshonorants et dégradants à l'égard des Africains dans les ambassades et consulats suisses en Afrique Noire :

M. Blocher a fait part de son étonnement devant cette réalité. Il a promis de saisir à ce sujet le Département fédéral compétent.

Par ailleurs, les propositions ci-dessous ont été spécialement adressées à M. Blocher, en plus de celles contenues dans le Mémorandum (voir copie en annexe) :

Proposition faite à M. Blocher, afin de renforcer le dialogue amorcé, de participer à une manifestation ou une activité futures organisées par la Diaspora africaine :

M. Blocher est prêt à entrer en matière, selon ses disponibilités.

Proposition de convoquer en Suisse une conférence mondiale sur les réfugiés :

M. Blocher a accueilli avec beaucoup d'intérêt cette proposition. Toutefois, il a fait part de ses réticences quant aux résultats d'une telle conférence.

Proposition d'institutionnaliser les rencontres Diaspora africaine - Conseil fédéral :

M. Blocher y a été particulièrement sensible. Il a promis d'œuvrer dans ce sens, en associant à cette démarche ses collègues du Conseil fédéral.

Les membres de la délégation formulent l'espoir que les promesses faites par M. Blocher seront tenues. Ils espèrent en particulier que rapidement devienne réalité la demande formulée dans le Mémorandum et visant à faire doter l'ensemble des partis politiques d'un instrument semblable à la *Charte européenne contre les discours racistes*. Une telle innovation pourrait déboucher sur la mise en place de comités éthiques au sein des partis, spécialement à l'UDC. Car ce parti ne peut continuer impunément, dans ses discours et affiches, à blesser la dignité et la sensibilité des populations étrangères.

Nous attendons donc désormais, de M. Blocher, des actes en cohérence avec ses paroles.

Délégation du Collectif des Organisations de la Diaspora africaine en Suisse,
Genève, le 7 novembre 2007*

- * - Pape Ndiaye Diouf (Genève, Diaspora africaine pour la société de l'information) : 078 698 40 65 - Pape.Diouf@iued.unige.ch
- Maurice Katala (Genève) : 076 450 91 29 - aipdcoordination@yahoo.fr
- Glenda Loebell-Ryan (Zurich, SOS Rassismus) : 01 341 94 22 - glloebell@yahoo.com
- Martin Wa Mavula Maluza (Genève, Comité international pour le respect de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples) : cirac77@yahoo.fr
- Daniel Gandi (Vevey, Forum Africa) : d_gandi@hotmail.com
- Martin Sigam (Genève, Association panafricaine pour l'Art) : 022 734 98 47 - sigam@swissonline.ch
- Hervé Keto Mavakala (Locarno, Communita africana del Ticino) : 078 757 54 84 - mavakl@yahoo.fr
- Johannes Chris Salah (Bienne, CRAN/Carrefour de réflexion et d'action contre le racisme anti-Noir) : 078 897 94 50 - johannessalah@yahoo.fr
- Mohomoudou Houssouba (Bâle, Radio Africa) : mhouso@freesurf.ch
- Mutombo Kanyana (Genève, Regards Africains) : 079 754 54 85 - kanyana@espaceweb.ch